

Pour un 1^{er} mai solidaire

Retrouvons-nous devant la Préfecture de Gap à 10h30

À 10h30, une collecte alimentaire sera organisée en solidarité avec les habitant·e·s du Césai¹.

Apporter en priorité : riz, huile, sardines, œufs, oignons, sauce tomate, produits d'hygiène (savon, shampoing).

Tout ceci, *en prenant soin de nous protéger* : amenons des masques et gardons les distances physiques, car nous ne sommes pas tou·te·s égaux face au virus.

Vous pouvez nous rejoindre avec des denrées, en cochant la case de l'attestation : « *Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants* ».

Nous partirons ensuite manifester : ne nous résignons pas face aux attaques de l'État et du patronat sur nos conditions d'existence (liberté, écologie, travail, services publics).

1. Le Césai est un bâtiment occupé en centre ville de Gap depuis février 2019, où habitent de nombreux·ses personnes exilées ou sans domicile.

Les temps sont durs. Utilisant l'épidémie de coronavirus, le gouvernement passe en force et accélère ses plans : renforcement des inégalités, dégradations des conditions de travail, extension du contrôle et de la répression. Les choix autoritaires du gouvernement, nous les subissons tou·te·s, mais certain·e·s de plein fouet. Les conséquences ne sont pas les mêmes pour les habitant·e·s des quartiers populaires, pour les femmes, les personnes handicapées, les enfants, les précaires, les enfermé·e·s, les personnes âgées, les personnes qui subissent le racisme, pour les prolétaires. Attestation de déplacement ou non, c'est bien souvent à la tête du client·e que les amendes sont distribuées. C'est avant tout la police qui décide de la légalité des mo-

tifs attestés. C'est toujours les mêmes qui paient de leur vie, de leur corps, et de leur psychisme.

La solidarité, le commun, ne sont pour les gouvernants que des fétiches, des mensonges agités pour nous calmer, pour continuer de nous imposer leur monde, leurs profits.

On est encore là ! Nous n'avons pas attendu que l'État nous y autorise pour exprimer notre solidarité et agir concrètement, comme nous n'attendrons pas son aval pour reprendre les luttes, les initiatives, pour construire ce qui nous semble juste et pour affronter ce qui nous détruit.

Nous le faisons depuis bien longtemps, au côté de celles et de ceux avec qui nous partageons un monde commun.

Nous appelons, à déconfiner la solidarité et à l'exprimer joyeusement dans les rues de Gap mais aussi partout ailleurs !

Décorons les murs, les balcons, diffusons cet appel ou d'autres, rejoignons les initiatives de luttes et de solidarité qui s'organisent, et cela à trois, à cinquante ou à des centaines de milliers.

Dans d'autres lieux des manifestations se préparent : à Montreuil, à Paris, mais aussi par-delà les frontières...



Pour un 1^{er} mai solidaire

Retrouvons-nous devant la Préfecture de Gap à 10h30

À 10h30, une collecte alimentaire sera organisée en solidarité avec les habitant·e·s du Césai¹.

Apporter en priorité : riz, huile, sardines, œufs, oignons, sauce tomate, produits d'hygiène (savon, shampoing).

Tout ceci, *en prenant soin de nous protéger* : amenons des masques et gardons les distances physiques, car nous ne sommes pas tou·te·s égaux face au virus.

Vous pouvez nous rejoindre avec des denrées, en cochant la case de l'attestation : « *Déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants* ».

Nous partirons ensuite manifester : ne nous résignons pas face aux attaques de l'État et du patronat sur nos conditions d'existence (liberté, écologie, travail, services publics).

1. Le Césai est un bâtiment occupé en centre ville de Gap depuis février 2019, où habitent de nombreux·ses personnes exilées ou sans domicile.

Les temps sont durs. Utilisant l'épidémie de coronavirus, le gouvernement passe en force et accélère ses plans : renforcement des inégalités, dégradations des conditions de travail, extension du contrôle et de la répression. Les choix autoritaires du gouvernement, nous les subissons tou·te·s, mais certain·e·s de plein fouet. Les conséquences ne sont pas les mêmes pour les habitant·e·s des quartiers populaires, pour les femmes, les personnes handicapées, les enfants, les précaires, les enfermé·e·s, les personnes âgées, les personnes qui subissent le racisme, pour les prolétaires. Attestation de déplacement ou non, c'est bien souvent à la tête du client·e que les amendes sont distribuées. C'est avant tout la police qui décide de la légalité des mo-

tifs attestés. C'est toujours les mêmes qui paient de leur vie, de leur corps, et de leur psychisme.

La solidarité, le commun, ne sont pour les gouvernants que des fétiches, des mensonges agités pour nous calmer, pour continuer de nous imposer leur monde, leurs profits.

On est encore là ! Nous n'avons pas attendu que l'État nous y autorise pour exprimer notre solidarité et agir concrètement, comme nous n'attendrons pas son aval pour reprendre les luttes, les initiatives, pour construire ce qui nous semble juste et pour affronter ce qui nous détruit.

Nous le faisons depuis bien longtemps, au côté de celles et de ceux avec qui nous partageons un monde commun.

Nous appelons, à déconfiner la solidarité et à l'exprimer joyeusement dans les rues de Gap mais aussi partout ailleurs !

Décorons les murs, les balcons, diffusons cet appel ou d'autres, rejoignons les initiatives de luttes et de solidarité qui s'organisent, et cela à trois, à cinquante ou à des centaines de milliers.

Dans d'autres lieux des manifestations se préparent : à Montreuil, à Paris, mais aussi par-delà les frontières...

